



Union of European Federalists  
Union des Fédéralistes Européens  
Union der Europäischen Föderalisten



France

## Pacte fédéraliste pour les élections législatives

### *Cinq engagements pour la France dans l'Europe*

Depuis le Traité de Lisbonne, les parlements nationaux sont plus étroitement associés à la prise de décision dans l'Union européenne. Si les candidats à la présidentielle ont fait si peu de cas de la dimension européenne des politiques à mettre en oeuvre pour trouver une solution solidaire à la croissance, à l'emploi et à la résorption des dettes souveraines, y compris celle de la France, les députés ne peuvent se désintéresser de cette dimension.

La France, devenue une puissance moyenne dans le concert des nations, n'a plus les moyens, pas davantage que d'autres pays ayant connu un rayonnement international d'importance (Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, Italie, Portugal...), de conduire seule des politiques essentielles à sa vitalité et au bien être de sa population.

L'Europe offre le seul espace capable, s'il est bien organisé, de peser dans les affaires mondiales, à parité avec d'autres puissances continentales actuelles ou en devenir (États-Unis d'Amérique, Japon, Russie, Chine, Brésil, Inde, Afrique du Sud, etc.)

C'est dans l'espace européen que la France, pays fondateur de l'Union européenne, peut jouer un rôle majeur, pour peu que ses gouvernants et législateurs acceptent de partager certains pouvoirs stratégiques avec des partenaires qui, de leur côté, acceptent les mêmes transferts de souveraineté, comme cela est déjà le cas pour la monnaie.

C'est pourquoi, convaincus de la nécessité d'une Europe plus forte et plus intégrée, les fédéralistes européens demandent **aux candidats aux élections législatives de prendre cinq engagements, dans le respect du principe de subsidiarité :**

1. **impliquer davantage la France pour qu'émerge une Europe plus intégrée établissant :**

*a) un **marché intérieur** plus soucieux de la dimension humaine et sociale comprenant :*

*une **politique de concurrence plus équilibrée**, protégeant mieux les services d'intérêt général ;*

*une **politique de cohésion sociale** audacieuse par une harmonisation des législations en termes de marché du travail, de fiscalité, de sécurité sociale, retraite, politique de la famille et revenu minimum, le tout en fonction du PIB de chaque pays membre ;*

*une **politique commune de l'immigration et du droit d'asile** impliquant une politique d'aide au développement digne et sans faiblesse pour les régimes non démocratiques ;*

*b) une **police fédérale** des frontières et des douanes pour protéger les Européens des effets d'une mondialisation sauvage et une **police fédérale** pour les affaires criminelles à dimension transfrontalière ;*

*c) une **politique de l'économie et des finances** impliquant une discipline budgétaire nationale respectant le cadre réglementaire européen et dotant l'Union Européenne d'un budget disposant de ses propres ressources et d'un montant utile pour conduire les politiques qui lui sont imparties.*

... / ...

2. **engager** la France dans une véritable **politique des affaires étrangères unique** pour mieux faire entendre notre voix sur la scène internationale, les ambassades n'étant plus nationales mais européennes.

3. **favoriser** pleinement la création d'une **politique de défense commune**, afin d'assurer notre sécurité extérieure de manière autonome et développer la recherche et l'équipement militaires, dans un cadre européen et non plus national, générant ainsi d'importantes économies d'échelles.

4. doter l'Europe des politiques indispensables à l'essor de ses populations et de son positionnement économique sur la scène internationale :

a) politique de la recherche plus cohérente à dimension européenne favorisant le dépôt de brevets européens ;

b) politique industrielle reposant sur l'apparition de nouvelles unités de production s'appuyant sur le recyclage des matières et répondant ainsi aux impératifs de développement durable : économie d'eau et d'énergie, de matière première fossile, de transport, de la préservation de l'environnement et de la création d'emplois de proximité ; politique industrielle favorisant aussi l'émergence de sociétés européennes capables de soutenir la concurrence des autres puissances continentales ;

c) politique énergétique commune menant à une Communauté Européenne de l'Énergie pour garantir à tous une moindre dépendance vis-à-vis de pays tiers (gaz, pétrole, uranium), permettant des initiatives plus cohérentes et efficaces en matière d'énergies renouvelables et de sécurité nucléaire, ces mesures facilitant la mise en place volontaire d'un plan climat ambitieux.

5. appuyer une réforme sérieuse de l'Union en prévoyant la réunion à l'issue des élections de juin 2014, d'une Convention qui proposera une Constitution afin que se créent les ÉTATS-UNIS d'EUROPE.

*Je soussigné, candidat à l'élection législative,*

*Déclare adhérer et soutenir ce pacte, première étape vers la création d'un État fédéral européen\*.*

Régis Baschung

Candidat dans la 6<sup>ème</sup> Circonscription du Haut-Rhin

Adresse courriel : [regisbaschung.legislatives2012@gmail.com](mailto:regisbaschung.legislatives2012@gmail.com)

*Mulhouse, le 30 mai 2012*



**UEF-France Maison de l'Europe et des Européens - 13, rue de l'Arbre-sec – 69001  
LYON Contact : [uef.france@gmail.com](mailto:uef.france@gmail.com) / Site : [www.uef.fr](http://www.uef.fr)**